



## Dans ce numéro

Déplacements dans le Bassin du Lac Tchad P.1

La RCA connaît un regain de violence P.2

3 élections en Afrique de l'Ouest et du Centre P.4

Fort déclin des infections liées au virus Ebola P.6

Des pluies causent des inondations destructrices P.8

Aperçu du financement nécessaire au Sahel P.9

## FAITS MARQUANTS

- 2,5 millions de personnes déplacées par la crise dans le Bassin du Lac Tchad. Plus de 2,1 millions de PDI recensés rien qu'au Nigéria et dans plusieurs Etats.
- Elections en octobre en Guinée, en Côte d'Ivoire et en RCA. Les élections au Burkina Faso seront probablement reportées.
- Diminution des infections liées au virus Ebola en Sierra Leone et en Guinée, pas de nouvelle éruption au Libéria.
- Plus de 300 000 personnes touchées par des inondations au Burkina Faso, au Niger, au Nigéria et en Sierra Leone.

## Nombreux déplacements autour du Lac Tchad

A la fin du mois de septembre, les attaques menées par l'insurrection de Boko Haram et les mesures de contre-insurrection ont déplacé 2,5 millions de personnes au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigéria. Les mouvements des populations dans le Bassin du Lac Tchad sont devenus plus compliqués, avec de nombreux déplacements et retours au sein des pays et au-delà des frontières.

### La majorité des déplacés sont des enfants

Rien qu'au Nigéria, selon les résultats de la dernière évaluation sur les déplacements publiée par l'Agence nationale de la gestion de l'urgence (NEMA) en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2 150 451 personnes déplacées en interne (PDI), soit 300 000 ménages, sont éparpillées sur plusieurs états dont Adamawa, Bauchi, Borno, Gombe, Nassarawa, Taraba Yobe et le territoire de la capitale fédérale (Abuja). Les enfants constituent 58 pour cent de la population de PDI, dont plus de la moitié est âgée de moins de cinq ans.

## CHIFFRES CLES

Nb de personnes vivant dans les zones touchées par le conflit autour du Lac Tchad

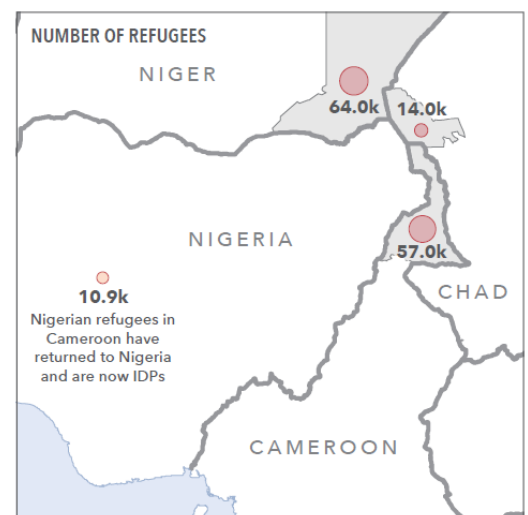
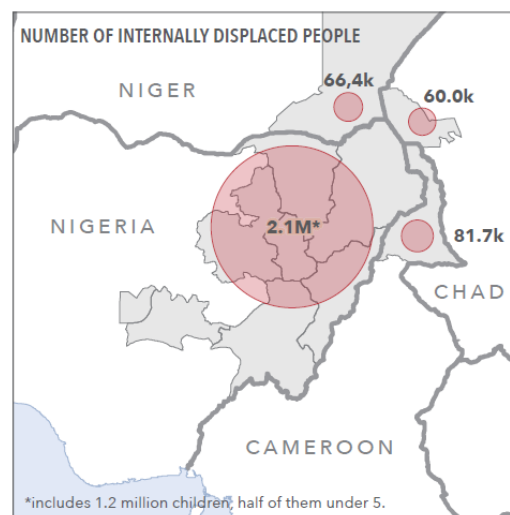
29,6 millions

Personnes déplacées autour du Lac Tchad

2,5 millions

PDI au Nigéria

2,1 millions



## FINANCEMENT DE LA STRATEGIE POUR LE SAHEL

US\$ 1 976 milliards requis

Le 10 septembre, l'UNHCR a fait rapport de 10 943 nigériens revenus du Cameroun. Les efforts de réinstallation sont en cours et une aide alimentaire d'urgence, des articles ménagers et des soins de santé ont été fournis par la NEMA, les agences de la gestion de l'urgence des états d'Adamawa et de Borno ainsi que par les partenaires humanitaires.

Au Tchad, depuis juillet, on compte plus de 41 000 personnes ayant fui les îles du Lac Tchad pour rejoindre des zones plus sûres. De nouveaux sites de PDI sont apparus

*La fermeture de la frontière entre le Tchad et le Nigéria entrave davantage le commerce et rompt les routes migratoires ancestrales pour les gardiens de troupeaux et le bétail. Les pêcheurs sont également privés de leurs moyens de subsistance.*

spontanément dans la région méridionale du Lac en août et en septembre, portant le nombre total de sites de PDI à 17 rien qu'autour de Bol et de Baga-Sola.

### Moyens de subsistance épuisés

Les mesures de sécurité, y compris la fermeture des frontières, ont privé la population de ses moyens de subsistance et interrompu le commerce, mettant à rude épreuve l'économie et la sécurité alimentaire. La sécurité alimentaire des ménages est mise en péril, par exemple à cause de l'interdiction de pêche sur le Lac Tchad, et les fermetures de frontières ont des conséquences défavorables sur les périodes de commerce pour les peuples pastoraux. Elles ont également fait grimper les prix des denrées alimentaires de base dans le nord-est du pays; une tendance qui continuera probablement jusqu'à la prochaine récolte en octobre. La fermeture de la frontière entre le Tchad et le Nigéria entrave davantage le commerce et rompt les routes migratoires ancestrales pour les gardiens de troupeaux et le bétail.

### Pics d'insécurité alimentaire

Les perspectives d'une mauvaise saison agricole, le manque d'accès aux terres en raison de l'insécurité et le début de la saison maigre aggravent la situation dans le Bassin du Lac Tchad. Dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, l'insécurité alimentaire a dramatiquement grimpé ces derniers mois, touchant actuellement une personne sur trois - un chiffre trois fois plus élevé qu'il y a deux ans.

Au Nigéria, on estime que 4,6 millions de personnes se trouvent dans une situation d'insécurité alimentaire, dont 3,5 millions en situation d'insécurité alimentaire grave et en besoin d'aide alimentaire d'urgence. Dans la région de Diffa au Niger, le nombre d'enfants âgés de moins de 5 ans admis pour traitement de la malnutrition aiguë sévère a doublé par rapport à la même période l'année dernière.

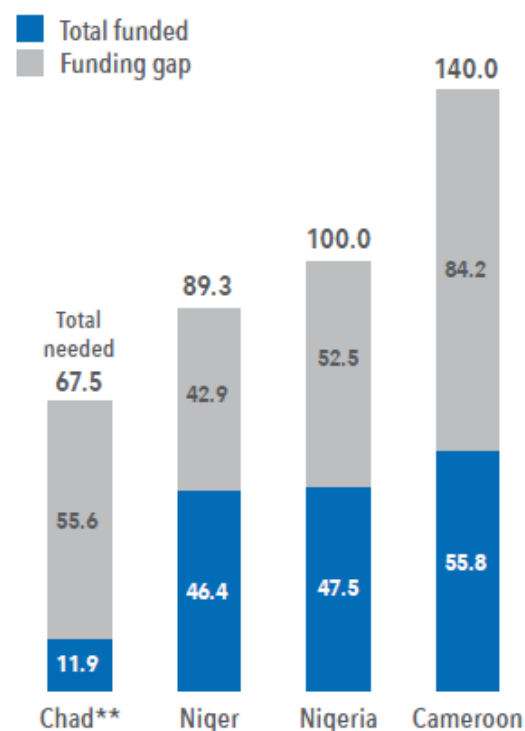
Une éruption de choléra a récemment été rapportée dans trois camps de PDI à Maiduguri, la capitale de l'état de Borno au cœur de la crise humanitaire. Le 15 septembre, 175 cas et 11 décès avaient été recensés.

Malgré ces besoins multidimensionnels, les plans de réponse humanitaire pour la région sont toujours gravement sous-financés. Le 10 septembre, le déficit de financement des plans de réponse s'élevait à près de 400 millions de dollars américains.

## La RCA connaît un regain de violence

Depuis août, la République centrafricaine (RCA), qui se dirige vers des élections en octobre, a connu un pic de violence. Les scrutins sont destinés à restaurer un régime démocratique à la suite du coup d'état de 2013 qui avait renversé le Président de l'époque, François Bozizé.

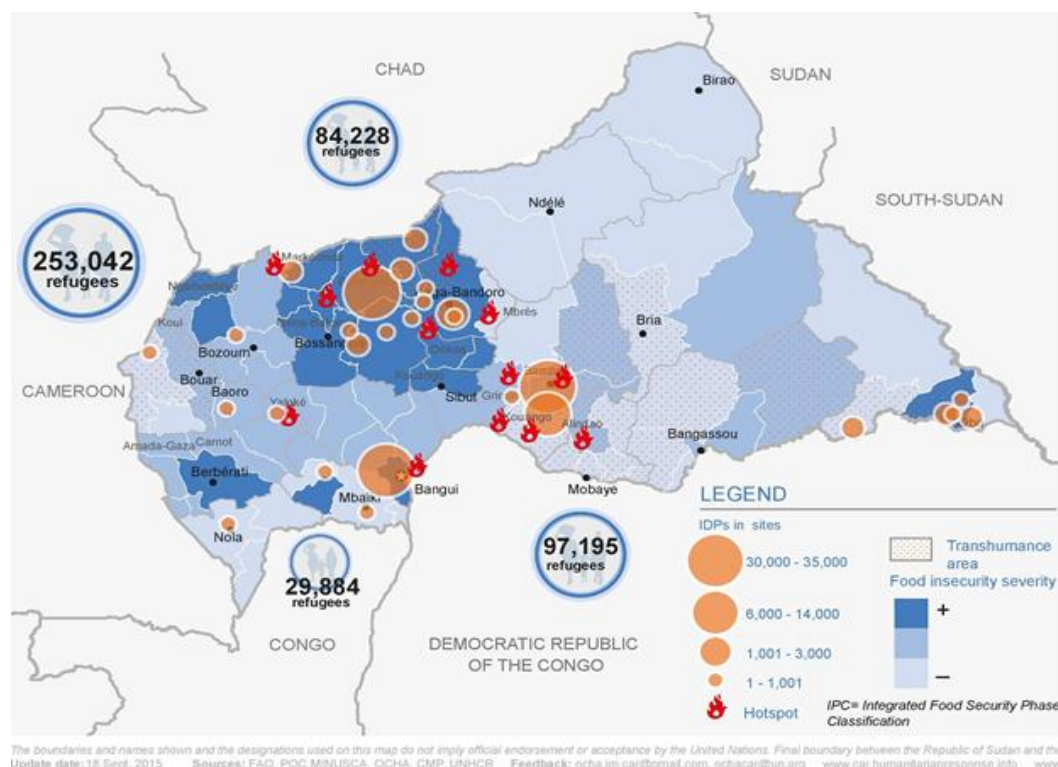
### FUNDING BY COUNTRY IN 2015\* in million US\$



\*Includes Humanitarian Response Plans and Regional Refugee Response Plans.

\*\*In Chad, two response plans have been launched in 2015 addressing successive waves of displacement in April (\$26 M) and September (\$11.5 M).

*Un retour progressif des personnes déplacées en interne (PDI) en RCA ainsi que des réfugiés a été observé ces derniers mois. Néanmoins, les récents incidents de sécurité dans les provinces de Ouham et de Ouaka ainsi que dans la capitale Bangui, ont forcé des milliers de personnes à fuir.*



## Nouveaux actes de violence

Après des mois de calme relatif, des violences intercommunautaires ont surgi le 20 août dans la région de Bambari au centre de la RCA, résultant en une douzaine de morts et de nombreux blessés, y compris un travailleur de la Croix Rouge. Des affrontements entre groupes armés dans le sud du pays, près de la frontière avec la République démocratique du Congo (RDC), ont forcé plus de 97 000 personnes à chercher refuge au-delà de la frontière.

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilité en République centrafricaine (MINUSCA) a établi, le 8 septembre, une zone « exempte d'armes » à Bambari afin de garantir la sécurité et les libres déplacements des civils ainsi que l'accès pour les travailleurs humanitaires. La situation humanitaire de la ville et de ses environs reste préoccupante dans un contexte de sécurité fragile.

Plus récemment, de nouveaux actes de violence ont également surgi dans la capitale. Le 26 septembre, des affrontements entre les résidents du PK5 dans les 3<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> arrondissements de Bangui ont conduit à la mort de 24 personnes et une centaine de blessés. Les maisons ont été pillées et incendiées. Des milliers de personnes ont fui les zones de tension accrues afin de chercher refuge dans des familles d'accueil et des sites de personnes déplacées.

## Nouveaux déplacements en interne

Un retour progressif des personnes déplacées en interne (PDI) en RCA ainsi que des réfugiés a été observé ces derniers mois. Néanmoins, les récents incidents de sécurité dans les provinces de l'Ouham et de la Ouaka, ainsi que dans la capitale Bangui, ont également conduit à de nouvelles vagues de déplacements.

Selon la Commission mouvement de population, le nombre de personnes déplacées en interne (PDI) en RCA est passé de 369 490 en juillet à 378 425 en août. Selon la commission nationale pour les réfugiés, environ 3 000 personnes fuyant les violences en août ont cherché une protection au sein de la base de la MINUSCA à Bambari. Bangui accueille toujours 27 315 PDI dans 31 sites situés autour de la capitale.

*La situation humanitaire en RCA reste alarmante: plus de 2,7 millions de personnes – pour une population totale de 4,6 millions d’habitants – ont un besoin criant d’aide et de protection.*

## Augmentation de l’insécurité alimentaire

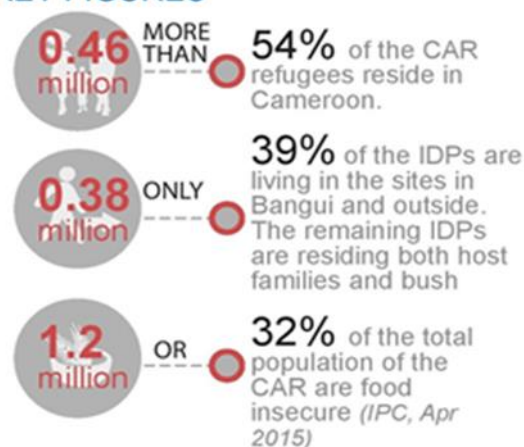
L’insécurité constante a engendré une augmentation de l’insécurité alimentaire. Environ 1,5 million de personnes se trouvent dans une situation d’insécurité alimentaire. Le niveau de malnutrition chronique a également augmenté et se trouve actuellement parmi les plus élevés du monde avec 40 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans, selon l’UNICEF. Les stocks alimentaires des communautés sont vides et les moyens de subsistance ont été gravement touchés par les combats et les pillages, engendrant d’importantes augmentations des prix des denrées alimentaires et des baisses de revenus des ménages.

Plus de la moitié des 4,6 millions de centrafricains se trouve dans une situation de besoin immédiat d’aide humanitaire. La situation des PDI est particulièrement préoccupante. Les besoins prioritaires concernent la sécurité alimentaire, les soins de santé, l’eau, les installations sanitaires et l’hygiène, les abris et les articles ménagers de base.

## Transition politique

Le premier tour des élections présidentielles et législatives est prévu le 18 octobre. Un référendum sur la constitution sera organisé le 4 octobre. Les électeurs choisiront les remplaçants des autorités de transition actuelles, dont le mandat se clôture à la fin de l’année et rétabliront un régime démocratique. Le 30 août, le gouvernement de transition a adopté une nouvelle constitution qui fixe la durée du mandat présidentiel à deux ans. Les membres actuels et précédents du gouvernement de transition ne seront pas autorisés à se présenter aux prochaines élections.

### KEY FIGURES



## Préparation aux trois élections d’octobre

Trois pays de l’Afrique de l’Ouest et du Centre organiseront des élections en octobre afin de mettre un terme au gouvernement de transition de l’après-crise ou d’élire des dirigeants lors d’un second tour. La République centrafricaine (RCA) se rendra aux urnes le 18 octobre afin de rétablir un gouvernement démocratique, alors que les électeurs de Côte d’Ivoire et de Guinée, qui tiendront des élections respectivement les 25 et 11 octobre, éliront leurs dirigeants lors d’un scrutin présidentiel. Les élections au Burkina Faso seront probablement reportées suite à la tentative de coup d’état survenue en septembre.

### Les élections au Burkina Faso seront probablement reportées

Le coup d’Etat militaire survenu le 16 septembre au Burkina Faso a remis en cause les dates des élections présidentielles et parlementaires qui devaient être organisées le 11 octobre. Les élections devaient mettre fin à un gouvernement de transition civil et militaire en place depuis un an, installé suite à la cession de pouvoir de Blaise Compaoré survenue après un soulèvement populaire protestant contre son annonce de prolongation de mandat.

Une médiation menée par les dirigeants de la Communauté économique des états de l’Afrique de l’Ouest (CEDEAO) a abouti au rétablissement dans ses fonctions du Président de transition Michel Kafando. Le gouvernement intérimaire a été renversé par des soldats de la garde présidentielle d’élite, provoquant des tensions et des manifestations qui ont coûté la vie à au moins 10 personnes et blessé plus de 100 autres.

Le coup d'état est survenu deux jours après la proposition d'une commission en charge de la rédaction de réformes pour le gouvernement de transition du Burkina Faso qui avançait la dissolution de la garde présidentielle, une pierre angulaire du régime de Blaise Compaoré. Aucune nouvelle date d'élections n'a été fixée depuis le rétablissement dans ses fonctions du Président Kafando.

### Espoirs d'un retour de la démocratie en RCA

Les élections prévues le 18 octobre en République centrafricaine (RCA) visent le rétablissement de l'ordre démocratique, plus de deux ans après le plongeon du pays dans le conflit survenu suite au renvoi, en mars 2013, du Président de l'époque François Bozizé par une coalition rebelle connue sous le nom de Séléka. Le second tour de l'élection présidentielle, le cas échéant, se tiendra le 22 novembre et un référendum le 4 octobre.

La situation sécuritaire dans de nombreuses régions de la RCA reste explosive, avec des attaques incessantes contre les civils et les travailleurs humanitaires. Tandis que les organismes de secours aident les populations touchées par le conflit, l'insécurité persistante et les contraintes logistiques entravent les opérations humanitaires à Bangui et dans les zones les plus reculées du pays. Environ 198 000 réfugiés éligibles dans les pays voisins de la RCA ont obtenu le droit de vote par la Cour constitutionnelle en juillet.

### Enregistrement difficile des électeurs

Néanmoins, des préoccupations persistent quant à la disposition du pays à tenir de telles élections, prenant en compte le fait que les autorités n'ont pas créé une liste représentative des électeurs. L'enregistrement des électeurs s'est déroulé en juin et en juillet mais des milliers de personnes avaient perdu leurs documents d'identité pendant le conflit, ce qui a compliqué le processus. De plus, les autorités de transition n'ont pas encore opérationnalisé le vote pour les PDI et les réfugiés. Le Tchad a signé un accord avec l'UNHCR et le gouvernement de la RCA afin de mettre en place un enregistrement des électeurs. La RDC n'a pas encore signé le document, tandis que le Congo et le Cameroun n'ont pas encore pris de décision.



Les PDI et les réfugiés ont obtenu le droit de vote mais l'enregistrement et l'opérationnalisation restent compliqués.  
Source: OCHA/Cortes

*Les élections en RCA visent à rétablir un gouvernement démocratique mais de nombreux défis persistent, dont la sécurité et l'enregistrement des électeurs.*

### Scrutins en Côte d'Ivoire quatre ans après le conflit

Le 25 octobre, les électeurs en Côte d'Ivoire choisiront un Président lors du premier scrutin depuis le conflit provoqué par l'élection contestée de 2010 qui avait coûté la vie à quelques 3 000 personnes et déplacé des centaines de milliers d'autres. Depuis lors, le pays lutte pour rétablir la stabilité. Des améliorations ont été notées sur le plan sécuritaire et économique mais des défis persistent dans de nombreux autres domaines.

A la prochaine élection, le Président Alassane Ouattara affrontera neuf opposants alors qu'il brigue un deuxième mandat. Lors de la première explosion majeure de troubles avant le scrutin, une personne est décédée le 10 septembre lors de manifestations de l'opposition qui ont suivi la publication des candidats présidentiels par la Cour constitutionnelle. Selon l'Institut national démocratique, les principaux défis des élections d'octobre sont la participation et la sécurité.

Quelques 34 000 soldats et 6 000 casques bleus seront déployés pour assurer la sécurité lors des élections, a annoncé récemment un officiel de la commission électorale. Lors d'une déclaration nationale en juillet, le Président Ouattara a promis de garantir des élections pacifiques. Il a récemment appelé à la réconciliation à l'approche du vote.

### Climat tendu en Guinée

La Guinée organisera des élections présidentielles le 11 octobre. Le Président Condé affrontera sept candidats, dont une femme, dans la course aux plus hautes fonctions. Un climat politique tendu, marqué par des manifestations de l'opposition, des tensions ethniques et des contestations de sondage, grippe le pays depuis l'élection de 2010 qui avait amené le Président Alpha Condé au pouvoir. Les groupes de l'opposition ont manifesté plusieurs fois cette année à propos du calendrier électoral et des réformes de la commission électorale.

Le pays s'est également battu contre Ebola depuis la première éruption du virus en décembre 2013. Les infections se sont réduites à un chiffre ces dernières semaines. Les marchés quotidiens et hebdomadaires ont rouvert mais fonctionnent au ralenti en raison des peurs liées à Ebola. Les conséquences de l'épidémie sur les secteurs de l'économie, de la santé et de l'agriculture, parmi d'autres, seront significatives, appauvrissant davantage la population et retardant le développement en général.

## Déclin des cas d'Ebola

Depuis juillet, les cas d'Ebola ont diminué de manière significative en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Les efforts d'intervention, allant de la surveillance renforcée au fort engagement communautaire et à la participation communautaire aux essais de vaccins, comptent parmi les activités attribuées au déclin du nombre de cas d'Ebola.

**Tableau 1: Cas confirmés du 12 juillet au 20 septembre 2015**

Semaine épidémiologique	Guinée	Libéria	Sierra Leone	Totaux
12 juillet 2015	13	3	14	30
19 juillet 2015	22	0	4	26
26 juillet 2015	4	0	3	7
02 août 2015	1	0	1	2
09 août 2015	2	0	1	3
16 août 2015	3	0	0	3
23 août 2015	3	0	0	3
30 août 2015	2	0	1	3
06 septembre 2015	1	0	1	2
13 septembre 2015	0	0	5	5
20 septembre 2015	2	0	0	2
<b>Totaux</b>	<b>53</b>	<b>3</b>	<b>30</b>	<b>86</b>

Source: Organisation mondiale de la santé, *Rapports sur la situation d'Ebola, 15 juillet 2015 au 23 septembre 2015*. Disponible sur: <http://apps.who.int/ebola/ebola-situation-reports-archive>

### La Guinée connaît deux nouveaux cas

En Guinée, la semaine du 20 septembre a connu deux nouveaux cas alors que la semaine précédente avait été la première depuis plus d'un an à n'avoir recensé aucun cas. L'utilisation d'un vaccin au cours d'un essai de vaccination dite « en anneau » - la même méthode utilisée pour l'éradication de la variole - pourrait avoir contribué à réduire le nombre de cas. Des études sont en cours pour vérifier l'efficacité du vaccin.

*Une surveillance renforcée, un fort engagement communautaire et la participation communautaire aux essais de vaccins comptent parmi les activités attribuées au déclin du nombre de cas d'Ebola.*

## Nouvelles infections en Sierra Leone

En Sierra Leone, une célébration prudente a eu lieu le 24 août lorsque le dernier patient atteint par Ebola a été libéré, après deux semaines sans nouveaux cas. Néanmoins, quelques jours plus tard, une femme de 67 ans du district de Kambia dans le Nord est décédée chez elle. Son infection n'avait pas été rapportée mais elle fut confirmée post-mortem comme étant une infection par Ebola. Il a été confirmé depuis que quatre de ses proches ont également été infectés. Dans le district de Bombali, également dans le Nord, une fille de 16 ans est décédée d'Ebola, devenant ainsi le premier cas dans la région depuis six mois.

Au cours de la semaine du 20 septembre, la Sierra Leone n'a rapporté aucun cas et le 26 septembre, après avoir libéré les deux derniers patients atteints par Ebola, elle a entamé un nouveau décompte de 42 jours pour se déclarer exempte d'Ebola.

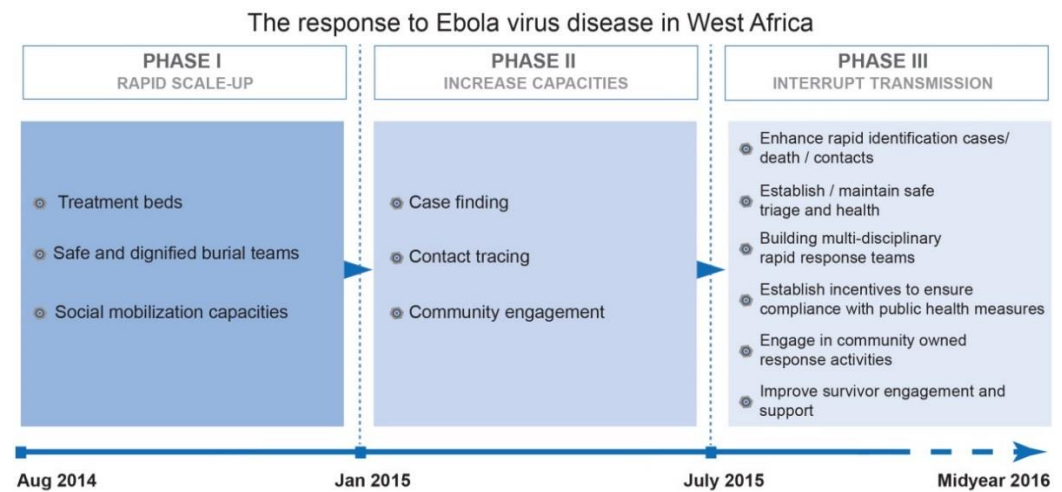
## Aucun cas au Libéria depuis juillet

Au Libéria, après avoir terminé le décompte de 42 jours sans transmission d'Ebola, le 9 mai, et entamé une période de 90 jours de surveillance renforcée, un cas est apparu fin juin chez un jeune homme dans le comté de Margibi. Cinq cas supplémentaires ont été engendrés par ce seul cas. Le 2 septembre, le dernier patient a été testé deux fois, les résultats étaient négatifs et il fut libéré du centre de traitement. Le pays se trouve de nouveau dans une période de 90 jours de surveillance renforcée. Aucun cas n'est apparu depuis la semaine épidémiologique du 19 juillet.

## Vaccin contre Ebola

Le 31 juillet, l'OMS a publié les résultats d'une analyse provisoire sur l'efficacité de la Phase III de l'essai de vaccins en Guinée qui a montré que le vaccin contre Ebola VSV-EBOV était "hautement efficace contre Ebola". Néanmoins, l'OMS a également noté que des preuves plus probantes sur sa capacité à protéger les populations étaient nécessaires. Les essais de vaccins ont été étendus à la Sierra Leone. Les équipes en charge des vaccinations ont été formées par l'OMS et sont déjà déployées dans les zones où des maladies à virus Ebola ont récemment été confirmées.

*Les essais de vaccins contre Ebola se sont montrés "hautement efficaces" mais davantage de preuves sont nécessaires. Les essais en Guinée ont été étendus à la Sierra Leone.*



## Des pluies intenses provoquent des inondations destructrices

Ces dernières semaines, des inondations ont touché plusieurs pays de la région, notamment le Nigéria, le Niger, le Burkina Faso et la Sierra Leone. Plus de 300 000 personnes ont été touchées et au moins 39 décès ont été rapportés ces cinq dernières semaines seules. Les conséquences globales des pluies saisonnières de cette année et les inondations qui en découlent sont comparables à celles des deux dernières années, tandis que la saison 2012 avait été marquée par des dégâts plus importants, touchant 1,5 million de personnes dans 13 pays.

### Plus de 200 000 personnes touchées au Nigéria

On estime à 206 000 le nombre de personnes touchées par les inondations dans 15 zones de gouvernement local dans l'état de l'Adamawa depuis le 30 août et 42 800 évacuées ou déplacées. Les inondations ont été provoquées par des dégâts au barrage de Dadin Kowa dans l'état de Gombe qui, en retour, a causé des débordements au barrage de Kiri situé en aval de l'état de Adamawa. Les pluies intenses ont aggravé les inondations.

L'Agence nationale de gestion de l'urgence (NEMA) a planifié la réponse et les partenaires humanitaires ont mené des évaluations rapides dans cinq zones de gouvernement local, se concentrant sur les abris, la sécurité alimentaire, les installations sanitaires, la santé et l'éducation. Il n'existe pas encore d'informations complètes sur les victimes ni sur l'ampleur des dégâts.

### Inondations et vents forts au Burkina Faso

Depuis le début de la saison des pluies en juin, des inondations et des vents forts ont causé de graves dégâts dans huit des treize régions du Burkina Faso. Les zones les plus touchées sont le quartier Bissighin de Ouagadougou et de Kilwin dans la région centrale, Dallo dans la région du centre-ouest et Bama dans la région des Hauts Bassins. Au début du mois de septembre, 8 personnes ont été tuées, 54 blessées et 28 781 touchées par les inondations et les vents forts. 40 pour cent des personnes touchées sont des enfants. Plus de 2 428 personnes déplacées sont abritées dans des écoles. Les autorités cherchent d'autres possibilités d'abris avant le début de l'année scolaire.

### Plus de 50 000 personnes touchées au Niger

Au début du mois de septembre, les inondations dans sept régions centrales et méridionales avaient touché 52 000 personnes et tué 22 autres. Les pluies intenses et les vents forts ont déplacé 7 450 personnes, dont la plupart restent dans les écoles et dans des familles d'accueil. 5 019 bâtiments ont été endommagés ou détruits. Les inondations ont touché les régions d'Agadez, de Dosso, de Maradi, de Niamey, de Tillabéry, de Tahoua et de Zinder, cette dernière étant la plus affectée par les inondations.



Maisons détruites par les pluies et les inondations à Zinder, Niger. Source: World Vision

### Inondations en Sierra Leone

Le 16 septembre, des pluies torrentielles et des inondations dans certaines parties de la capitale Freetown, en Sierra Leone, ont provoqué le décès de 9 personnes et causé des dégâts considérables aux habitations et propriétés. Les zones les plus touchées étaient Kroo Bay, Moyiba, Aberdeen, Cockerill Bay et la route Wilkinson. Le 25 septembre, 14 423 personnes étaient rapportées déplacées et temporairement abritées au stade national Siaka et au stade Atuga. Les partenaires humanitaires fournissent de l'aide, y compris des rations alimentaires, de l'eau et des kits d'hygiène ainsi que des dépistages

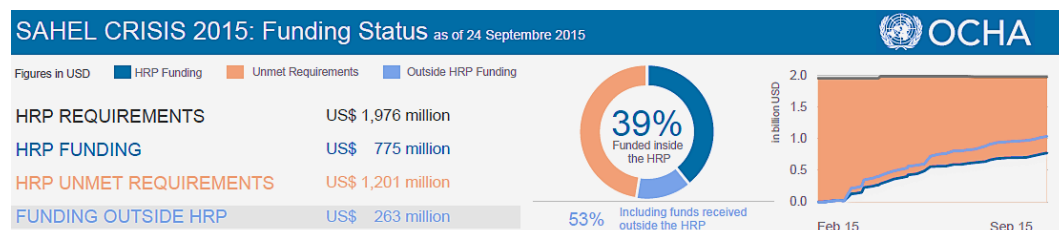
*Avec plus de 300 000 personnes touchées ces cinq dernières semaines, les conséquences globales des pluies saisonnières de cette année et les inondations qui en découlent sont désormais comparables aux deux dernières années.*



de la malnutrition pour les enfants âgés de moins de cinq ans. Les 23 et 24 septembre, le district de Bonthe a également été touché par des pluies intenses, avec plus de 2 500 personnes affectées. Avant, le 4 et 6 septembre, les districts de Bo et de Pujehun avaient rapporté des inondations considérables qui avaient également détruit des ménages, des propriétés et des moyens de subsistance. 3 178 personnes ont été recensées comme touchées par les inondations.

## Aperçu du financement nécessaire au Sahel

### L'appel Sahel 2015 financé à 39% le 24 septembre



Le 24 septembre, le Plan de réponse stratégique (SRP) de 1 976 milliards US\$ avait reçu 775 millions US\$, soit 39% des fonds. Parallèlement, 263 millions US\$ ont été récoltés en dehors du cadre du plan régional consolidé. Ce qui porte le montant des besoins financés dans et hors HRP à 53% avec les Etats Unis, l'Union Européenne et le Japon comme les trois principaux donateurs, ce qui porte le montant des besoins financés dans et hors HRP à 53% avec les Etats Unis, l'Union Européenne et le Japon comme les trois principaux donateurs.

La Mauritanie est le pays dont les besoins de financement ont été les plus satisfaits (48%), suivi par le Nigéria (47%) et le Niger (44%). Les abris d'urgence, le relèvement précoce ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement (WASH) sont les secteurs les moins financés à ce stade.